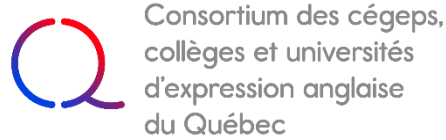




Consortium of
English-language
CEGEPs, Colleges and
Universities of Quebec



Consortium des cégeps,
collèges et universités
d'expression anglaise
du Québec

Mémoire prébudgétaire (2024 – 2025)

Ministre Eric Girard, ministre des Finances, ministre responsable des Relations avec les Québécois d'expression anglaise

À PROPOS DU CONSORTIUM: *Le Consortium des cégeps, collèges et universités d'expression anglaise du Québec* est une alliance de neuf institutions postsecondaires du Québec, soit l'Université Bishop's, le Collège régional Champlain, l'Université Concordia, le Collège Dawson, le Cégep Heritage, le Collège John Abbott, le Collège Marianopolis, l'Université McGill et le Collège Vanier.

Le Consortium a pour mandat de renforcer la recherche et les capacités institutionnelles liées à la rétention, à l'emploi et à la réussite des diplômés d'expression anglaise des établissements d'enseignement postsecondaire du Québec.

Pour en savoir plus : www.consortiumquebec.ca

Directrice générale: Céline Cooper

Assemblée des membres :

Sébastien Lebel-Grenier, Principal et vice-chancelier de l'Université Bishop's et co-président du comité de pilotage

Graham Carr, Recteur et vice-chancelier, l'Université Concordia

Christian Corno, Directeur général, Collège Marianopolis

Yves Rainville, Directeur général, Collège Régional Champlain

Diane Gauvin, Directrice générale, Collège Dawson

Teresa Berghello, Directrice des études, Collège John Abbott

John Halpin, Directeur général, Collège John Abbott

Terry Kharyati, Directeur général, Collège Héritage

Deep Saini, Recteur et vice-chancelier, Université McGill

John McMahon, Directeur général, Collège Vanier et co-président du comité de pilotage

Andrew Webster, Vice-Principal académique et recherche, Université Bishop's, Membre du comité de pilotage

PROGRAMMES :

Mission globale 2019-2022 - Un réseau d'institutions postsecondaires pour accroître l'employabilité des jeunes Québécois d'expression anglaise

- *MONTANT - Université Bishop's (en nature) 105 000 \$; Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise 420 000 \$; Total du projet 525 000 \$*

Mission globale 2022-2024 - Renforcer la capacité organisationnelle du Consortium des cégeps, collèges et universités d'expression anglaise du Québec

- *MONTANT (2022 - 2024) - Université Bishop's (en nature) 125 000 \$; Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise 500 000 \$; Total du projet 625 000 \$*

Ce projet vise à contribuer à l'employabilité et à la rétention des jeunes Québécois d'expression anglaise par le renforcement du réseau postsecondaire de langue anglaise (Consortium) qui continue à réfléchir et à agir sur :

- 1) un rôle accru des établissements postsecondaires pour faciliter la transition de la salle de classe vers le milieu de travail.
- 2) la contribution des établissements postsecondaires au soutien de la vitalité des communautés d'expression anglaise en développant des relations et des partenariats entre les universités et les cégeps, mais aussi les entreprises et autres employeurs, les organisations communautaires ainsi que les entités gouvernementales.
- 3) la sensibilisation auprès du gouvernement, des entreprises et employeurs potentiels sur des problèmes spécifiques liés à l'employabilité des jeunes d'expression anglaise.

Stratégie d'employabilité 2021-2024 - Soutenir les Québécois d'expression anglaise dans la poursuite d'une carrière dans la fonction publique

- *MONTANT - Université Bishop's (en nature) 2 500 \$; Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise 900 000 \$; Total du projet 902 500 \$*

Conçu en collaboration avec l'ÉNAP, ce projet de trois ans a pour but d'encourager, de soutenir et de préparer les étudiants de nos institutions postsecondaires à explorer les carrières dans la fonction publique québécoise.

Les activités du projet comprennent la mobilisation de la recherche et du savoir, et l'élaboration de programmes d'études - notamment un [Microprogramme en administration publique \(cohorte Consortium\)](#) de 2e cycle de trois (3) cours en administration publique créé et offert en français par l'ÉNAP en collaboration avec le Consortium - d'un programme de stages et de campagnes de sensibilisation sur les idées préconçues associées à la fonction publique.

Ces activités donneront l'opportunité aux étudiants de se familiariser avec la fonction publique du Québec et de développer un intérêt possible pour une carrière dans ce secteur.

DEMANDE 2024-2025 :

Le Consortium souhaite aborder trois points clés au cours de cette consultation pré-budgétaire.

1. **Financement du Consortium:** Nous sommes toujours reconnaissants pour le financement fourni par le *Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise* pour soutenir le Consortium.

Nous espérons que nous pourrons continuer à compter sur un financement soutenu à l'avenir pour continuer de poursuivre les travaux liés à la rétention, à l'emploi et à la réussite des diplômés d'expression anglaise des établissements d'enseignement postsecondaire du Québec.

Les travaux du Consortium pour le prochain cycle de financement (2024-2027) seront regroupés autour des thèmes suivants, qui ont été définis comme prioritaires par notre réseau :

- Apprentissage de la langue française et cours de français pour la main-d'œuvre au Québec
- Amélioration du passage des études postsecondaires à la vie professionnelle pour les diplômés d'expression anglaise au Québec
- Initiatives de mentorat efficaces
- Collaborations novatrices intersectorielles, interinstitutionnelles et/ou interrégionales
- Amélioration des possibilités d'apprentissage à distance et de l'accès régional aux services d'emploi et de perfectionnement

Nous demandons également au ministre d'étudier la possibilité d'allouer des fonds de l'entente Canada-Québec à ces demandes.

2. **Coûts associés à la mise en œuvre de la nouvelle Charte de la langue française (loi 14) et le nouveau modèle de tarification obligatoire pour les étudiants hors Québec :**

Nos institutions membres sont confrontées à de nouveaux défis quant à la mise en œuvre de la nouvelle Charte de la langue française (loi 14) et le nouveau modèle de tarification obligatoire, entraînant une augmentation significative des droits de scolarité pour les étudiants hors Québec. De plus, ce modèle fixe une cible de francisation pour cette clientèle qui semble difficilement réalisable.

Il faut préciser ici que le Consortium ne fait pas de demandes financières au nom de ses neuf institutions membres. Ces demandes sont faites par l'intermédiaire du Bureau de coopération interuniversitaire (Université Bishop's, Université Concordia et Université McGill), la Fédération des cégeps (Collège régional Champlain, Collège Dawson, Cégep Heritage, Collège John Abbott, et Collège Vanier) et l'Association des collèges privés du Québec (Collège Marianopolis).

Cependant, le Consortium soutient pleinement des demandes financières faites par nos institutions membres dans la mesure où ces demandes sont liées à l'accomplissement du mandat du Consortium concernant l'emploi, la rétention et la réussite des étudiants postsecondaires ici au Québec.

À cette fin, le Consortium sollicite un financement adéquat pour permettre à nos institutions membres de mettre en place ces nouvelles dispositions législatives.

Il est essentiel que les cégeps, collèges et universités d'expression anglaise du Québec, faisant partie intégrante du vaste réseau de l'enseignement supérieur, disposent des moyens et des ressources nécessaires pour remplir leur mission sans être soumis à des restrictions limitant leur capacité d'action et de réussite.

Nous demandons également au ministre d'étudier la possibilité d'allouer des fonds de l'entente Canada-Québec à ces demandes.

3. **Consultation** : Le Consortium reste résolument engagé à travailler dans un esprit de collaboration et de respect avec le gouvernement afin de remplir son mandat visant à renforcer la recherche et les capacités institutionnelles liées à la rétention, à l'emploi et à la réussite des diplômés des établissements d'enseignement supérieur du Québec.

Dans cette optique, le Consortium prévoit que le gouvernement s'engage dans des discussions approfondies avant de prendre des décisions majeures ayant un impact la vitalité de nos institutions.